



Strasbourg, le 11 octobre 2018

## Extrait du registre des délibérations du Conseil d'administration n°331-2018 du 11 octobre 2018

Séance du : 11 octobre 2018  
Sous la présidence de : Alain Fontanel - Président

Ont assisté à la séance : 15 membres  
Absents excusés : 13 absents excusés dont 3 pouvoirs  
Absent non excusé : /

**Présents :**

Claire ANTONY, Rosalie BEHRA, Jean-Luc BREDEL, Alain FONTANEL, Cora FRANÇOIS, Camille GANGLOFF, Ilana ISEHAYEK, Brice JEANNIN, Amy LIN, Séréna MANGANAS, Nicolas MATT, Gilles OLTZ, Michel SAMUEL-WEIS, Elie VENDRAND-MAILLET, Jean VERNE.

**Pouvoirs :**

Azzedine BOUFRIOUA donne pouvoir à Michel SAMUEL-WEIS  
Benoît TOCK donne pouvoir à Jean-Luc BREDEL  
Christine TRAUTMANN donne pouvoir à Alain FONTANEL

**Absents excusés :**

Azzedine BOUFRIOUA, Nicolas FOURGEAUD, Fabienne KELLER, Sophie KOHLER, Pascal MANGIN, Sara MARGUIER, Henri METZGER, Annick NEFF, Ada REICHHART, Éric SCHULTZ, Darek SZUSTER, Benoît TOCK, Catherine TRAUTMANN.

**3<sup>ème</sup> point de l'ordre du jour : contrat d'objectifs et de moyens avec la Région Grand Est. Pacte Ingénieurs- Phase 2**Délibéré

Le Conseil d'administration  
après en avoir délibéré

- Approuve le projet de contrat d'objectifs et de moyens
- Autorise le Président à le signer

Vote

Votants : 18  
Pour : 18  
Contre : -  
Abstention : -

**Adopté**

Rendu exécutoire par transmission à la Préfecture le 22 octobre 2018  
et affichage à la Haute école des arts du Rhin le 22 octobre 2018 à 17 heures.

Alain Fontanel  
Président



99\_DE-067-200028124-20181011-331\_2018-DE



## Délibération du Conseil d'administration

N°331 - 2018 du 11 octobre 2018

**Objet : Contrat d'objectifs et de moyens avec la Région Grand Est. Pacte Ingénieurs- Phase 2**

### Exposé des motifs

Dans le cadre du « pacte ingénieurs », la HEAR a conclu un contrat de d'objectifs et de moyens avec la Région Grand Est pour la période 2015-2017.

Au-delà de l'affirmation de la place pleine et entière de la HEAR dans la communauté des établissements de l'enseignement supérieur en Alsace, cette convention avait vocation à conforter son insertion dans le territoire régional et à renforcer ses connexions avec les acteurs économiques locaux.

A l'arrivée à échéance de ce contrat et à la faveur de l'évaluation de son exécution, la HEAR et la Région ont constaté que la quasi-totalité des objectifs poursuivis ont non seulement été atteints mais pour la plupart largement dépassés :

- Le taux d'insertion professionnelle des diplômés dépasse les 80%. 30% d'entre eux s'installent en Alsace à l'issue de leur formation alors que moins de 5% sont issus de la région,
- Le transfert de l'option Design à Mulhouse est désormais totalement effectif, l'option est en ordre de marche, attractive, connectée à son environnement territorial immédiat et ouverte sur l'international,
- La HEAR a su développer et structurer un véritable réseau autour de son potentiel créatif en nouant de riches et multiples collaborations avec les entreprises locales.

De par son effet de levier manifeste, la contribution de la Région a été déterminante dans la mise en œuvre de ces actions structurantes pour l'établissement et qui concourent indiscutablement au développement régional.

Raison pour laquelle la HEAR et la Région ont décidé de poursuivre et d'amplifier cette dynamique vertueuse pour les exercices 2018 et 2019 en conservant les axes retenus tout en renouvelant le contenu.

C'est dans cet esprit qu'un nouveau projet de contrat a été rédigé prévoyant l'attribution d'une contribution régionale de 216.800€ pour les deux années.

En augmentation par rapport au soutien obtenu sur les trois années du dernier contrat (258.000€ sur 3 ans), l'aide régionale sera plus spécialement affectée :

- 50.000 € pour le développement de l'entrepreneuriat, l'amorçage de l'activité des jeunes artistes/musiciens et dont 10.000€ pour encourager les projets transdisciplinaires

impliquant des étudiants ou diplômés issus d'autres établissements d'enseignement supérieur (école d'architecture, écoles d'ingénieurs)

- 99.000 € pour conforter le master design sur le site de Mulhouse (collaboration avec l'ENSISA, inscription dans le territoire du Grand Est, internationalisation de l'option) dont 15.000€ pour l'acquisition d'équipement
- 67.800 € pour mieux faire connaître le potentiel de développement créatif et économique que recèlent les différentes filières de la HEAR et accompagner la mise en œuvre de projets de recherche et de développement impliquant des entreprises régionales.

#### Délibéré

Je vous demande de bien vouloir adopter le projet de délibération suivant :

Le Conseil d'administration,  
sur proposition de son Président,  
après en avoir délibéré :

- Approuve le projet de contrat d'objectifs et de moyens
- Autorise le Président à le signer

REÇU EN PREFECTURE

le 22/10/2018

Application agréée E-legalite.com

99\_DE-067-200028124-20181011-331\_2018-DE

30 JUL. 2018

Annexe



DIRECTION DE LA COMPETITIVITE ET DE LA CONNAISSANCE

24 SEP. 2018

<b>CONVENTION DE FINANCEMENT N° 18CP- 1145 C1</b> <b>Pacte Ingénieurs 2 – Phase 2</b> <b>HAUTE ECOLE DES ARTS DU RHIN</b>	
<b>SOUTIEN REGIONAL AUX ECOLES</b> <b>D'INGENIEURS DANS LE CADRE DU PACTE</b> <b>INGENIEUR 2</b>	Montant : 216 800 €
	Exercice : 2018
	Imputation budgétaire : 932/23   902/23
	Opération : 10301O001   10301O002
	Chargé de mission référent : Aurélie GREGOIRE-ARDJOUN
	Tél : 03 88 15 67 73

ENTRE :

La Région Grand Est, sise 1 place Adrien Zeller – BP 91006 STRASBOURG CEDEX, représentée par son Président, Monsieur Jean ROTTNER, dûment habilité à signer la présente par décision de la Commission Permanente du Conseil Régional n° 18CP-1145 du 13 juillet 2018, ci-après désignée par le terme « la Région »,

D'UNE PART,

ET :

La Haute Ecole des Arts du Rhin (HEAR), sise à Strasbourg, représentée par son Président, ci-après désigné par le terme « le bénéficiaire »,

D'AUTRE PART,

- VU la délibération n° 43-14 du Conseil régional des 18 et 19 décembre 2014 adoptant les nouvelles orientations du plan de développement des formations d'ingénieurs en Alsace pour la période 2015-2019 ;
- VU la lettre d'intention du bénéficiaire réceptionnée le 18 avril 2018 ;
- VU la décision n°18CP-1145 de la Commission Permanente du Conseil Régional du 13 juillet 2018 ;

LES PARTIES SIGNATAIRES DECLARENT ET CONVIENNENT CE QUI SUIT :

### Préambule

Le territoire du Grand Est héberge plus de **200 000 étudiants** accueillis dans plus d'une quarantaine de grandes écoles (ingénieurs, management, art et design, architecture), dont 17 issues des universités, et 5 universités délivrant des diplômes de niveau Bac+3 à Bac+5 incluant 15 IUT. 154 lycées proposent également des sections de BTS (bac + 2). La Région représente ainsi **7,7 % des effectifs métropolitains** et se positionne au 5<sup>ème</sup> rang des régions françaises. Elle se situe au 2<sup>ème</sup> rang, après l'île de France, pour le nombre d'écoles d'ingénieurs et 3<sup>ème</sup> pour le nombre d'écoles d'architecture.

REÇU EN PREFECTURE

le 22/10/2018

Application agréée E-legalite.com

99\_DE-067-200028124-20181011-331\_2018-DE

Parmi les 200 000 étudiants, **13 000 sont inscrits dans les formations d'ingénieurs**, ce qui représente 9,3 % des effectifs nationaux en la matière, une chance pour la deuxième région industrielle de France (hors Ile-de-France).

Pour développer le fort potentiel régional, répondre aux enjeux de l'économie de demain dans les domaines porteurs (bio économie, biotechnologies, industrie du futur, domaines de spécialisation, matériaux de demain, nouvelles énergies, numérique, design ...), la Région fait le choix de capitaliser sur ses écoles d'enseignement supérieur, présentes sur son territoire avec pour objectif fondamental de favoriser le lien avec le tissu économique régional, plus largement l'écosystème régional, de rayonner et être attractifs au niveau national et international et d'assurer à la jeunesse des débouchées professionnelles.

La Région répond favorablement aux besoins du territoire notamment à travers les orientations et enjeux définis dans le Schéma régional de développement Economique, d'Innovation et d'internationalisation (SRDEII) voté en avril 2017.

C'est dans ce contexte que la Région soutient les écoles d'ingénieurs en Alsace dans le cadre du Pacte Ingénieur 2 (phase 1 2015-2017 et phase 2 2018-2019), dans l'attente d'un Pacte Grandes Ecoles unifié dans le Grand Est à horizon 2020.

## **ARTICLE 1 – OBJET DE LA CONVENTION**

La présente convention a pour objet de soutenir la Haute Ecole des Arts du Rhin au titre des actions développées dans le cadre du Pacte Ingénieurs 2 pour la période 2018-2019.

## **ARTICLE 2 – ENGAGEMENTS DU BENEFICIAIRE**

### **2.1 – Réalisation du projet**

Le bénéficiaire s'engage :

- à réaliser le projet défini à l'article 1 qui contribue au développement économique de la Région Grand Est, dans le respect de la réglementation en vigueur ;
- à informer la Région des autres aides publiques qui lui sont accordées pour le projet et inversement, à informer les autres collectivités ou organismes publics du soutien de la Région et des modalités de ladite convention ;
- à employer l'intégralité de la subvention pour mener à bien le projet décrit à l'article 1, à l'exclusion de toute autre opération ;
- à supporter la charge de tous les frais, impôts et contributions, de quelque nature qu'ils soient, que la présente convention serait susceptible de générer.

### **2.2 – Suivi du projet**

Le bénéficiaire s'engage à

- transmettre à la Région, dès lors qu'il aura réalisé le projet, les éléments décrits à l'article 4,
- associer les services de la Région aux différentes instances de l'école,
- fournir à Alsace Tech les indicateurs d'activité susceptibles d'être sollicités par l'Association,
- à communiquer annuellement les indicateurs d'activités et d'impact relatifs à chaque action soutenue permettant ainsi de mesurer les résultats des actions conduites au titre de la présente convention.

Le bénéficiaire communiquera à cet effet les indicateurs suivants :

- nombre de diplômés et leur insertion dans le Grand Est,
- partenariats industriels : nombre, nom des partenaires, objet des partenariats,
- nature et montant des travaux R&D,
- suivi des activités des plateformes (recherche, prestations, formation...),
- modalités d'implication dans programme usine du futur,
- nombre de diplômés poursuivant en thèse,
- nombre de thèses en cours et sujets,
- attractivité nationale (position dans les vœux sur portail APB),
- notoriété auprès des entreprises (durée d'insertion professionnelle...)
- évolution des partenariats avec d'autres établissements dans le Grand Est et en France (cursus mutualisés, double diplôme...)
- place dans les classements (presse, classement européen...)
- attractivité internationale : accords de double-diplômes, mobilité étudiante

### **2.3 – Délais de réalisation**

La présente convention entrera en vigueur à compter de sa notification aux parties. Elle est établie pour la période du **1<sup>er</sup> janvier 2018 au 31 décembre 2019**.

Les actions prévues devront être réalisées avant le 31 décembre 2019 et les pièces justificatives fournies avant le **30 juin 2020**.

La Région ne pourra verser ses aides au bénéficiaire qu'après signature de la présente convention.

### **2.4 - Information et contrôle**

Le suivi et le contrôle de l'exécution de la présente convention sont assurés par la Région.

Le bénéficiaire s'engage à transmettre à la Région toutes informations relatives aux événements énumérés ci-après dans le délai d'un mois à compter de la date de leur survenance :

- en cas de cessation de l'ensemble de son activité ou de l'activité pour laquelle le projet défini à l'article 1 précité a été réalisé,
- en cas de procédure collective ou de règlement amiable du bénéficiaire,
- en cas de liquidation amiable,
- en cas de transfert de l'activité hors de la région,
- dans l'hypothèse d'un transfert de propriété sous quelque forme que ce soit (notamment vente, fusion, scission, apports partiels de son actif à une ou plusieurs autres personnes morales).

Le bénéficiaire s'oblige à laisser la Région effectuer, à tout moment (durant et a posteriori du projet), l'ensemble des opérations de contrôle sur place et/ou sur pièces qu'elle jugera utiles, de quelque nature qu'elles soient, afin de vérifier qu'il satisfait pleinement aux obligations et engagements issus des présentes.

A cet égard, le bénéficiaire s'engage à transmettre à la Région tous documents et tous renseignements qu'elle pourra lui demander, dans un délai d'un mois à compter de la demande.

## 2.5 - Promotion et communication

Le bénéficiaire s'engage à :

- intégrer graphiquement le logo de la Région selon la charte graphique, à tous les supports utilisés en lien avec l'opération définie par l'article 1,
- soumettre le projet de communication à la Direction de la Communication de la Région avant impression ou fabrication du support,
- associer la Région à la mise au point de toute action d'information du public (y compris inauguration), en particulier en mentionnant la participation financière de la Région à la réalisation de l'opération considérée,
- faire état de l'aide financière apportée par la Région à l'occasion de toute publicité ou toute manifestation d'information portant, pour tout ou partie, sur la réalisation de l'opération envisagée en utilisant le logotype du Conseil Régional :

« Avec le soutien financier de la Région Grand Est »



- inviter la Région, au même titre que tout autre financeur, à toute manifestation ayant trait à ce projet.

Le logo de la Région Grand Est est disponible sur <http://www.grandest.fr/identite-graphique>

## ARTICLE 3 – ENGAGEMENT DE LA REGION

La Région accorde au bénéficiaire une subvention de fonctionnement d'un **montant maximum de 216 800 €** pour la réalisation des actions précisées ci-dessous pour 2018 et 2019 :

L'aide régionale est répartie de la manière suivante :

- **50 000 €** pour le Développement de l'entrepreneuriat et amorçage de l'activité des jeunes artistes/musiciens dont 10 000 € seront destinés à soutenir les projets transdisciplinaires (25 000 € en 2018 et 25 000 € en 2019).
- **99 000 €** pour conforter le master Design sur le site de Mulhouse dont 15 000 € pour les équipements (soit 50 % sur un montant estimé à 30 000 € HT).
- **67 800 €** pour asseoir le réseau « économie créative ».

## ARTICLE 4 – MODALITES DE PAIEMENT DE L'AIDE REGIONALE

L'aide régionale sera nécessairement subordonnée au respect par le bénéficiaire des obligations énoncées à l'article 1 de la présente, et sera versée par la Région sur le compte ouvert au nom du bénéficiaire au prorata des dépenses réalisées, selon le schéma suivant :

*Pour les dépenses de fonctionnement (201 800 €) :*

- une avance de 50%, soit 100 900 € dès notification de la convention ;
- un acompte en 2019 sur production des états de dépenses réalisées, visés par le directeur et son agent comptable, au prorata de celles-ci et à concurrence de 80% de la subvention régionale ;
- le solde avant le 30 juin 2020, au prorata des dépenses réalisées, sur production d'un état récapitulatif des dépenses réalisées sur la période 2018 et 2019, visé par le directeur et son agent comptable.

Pour les dépenses d'équipement (15 000 €)

- une avance de 50% soit 7 500 € dès signature de la convention ;
- le solde avant le 30 juin 2020, au prorata des dépenses réalisées, sur production d'un état récapitulatif des dépenses réalisées sur la période 2018 et 2019, visé par le directeur et son agent comptable.

**Le montant du solde sera, le cas échéant, rajusté au prorata des dépenses effectives entre le 1<sup>er</sup> janvier 2018 et le 31 décembre 2019.**

#### **ARTICLE 5 : AVENANTS A LA CONVENTION**

Toute modification des conditions ou des modalités d'exécution de la présente convention fera l'objet d'un avenant entre les parties. Une demande d'avenant argumentée devra être transmise à la Région au plus tard le 30 septembre 2019.

#### **ARTICLE 6 : REMBOURSEMENT TOTAL OU PARTIEL DE L'AIDE**

En cas de non-respect de la présente convention, d'inexactitude sur les informations fournies et déclarations faites par le bénéficiaire à la Région, de non-exécution dans les délais prévus ou d'exécution partielle de l'opération, de refus de se soumettre aux contrôles prévus, de dissolution ou de cessation d'activité de la structure, de transfert de l'activité hors de la région, la Région se réserve le droit de mettre fin à l'aide publique et d'exiger le remboursement total ou partiel des sommes versées au titre de la présente convention.

Au cas où les contrôles feraient apparaître que tout ou partie des sommes versées n'ont pas été utilisées ou ont été utilisées à des fins autres que celles prévues à la présente convention, ou que l'opération a connu une modification importante, la Région exigera le remboursement des sommes indûment perçues par le bénéficiaire.

Le remboursement total ou partiel de l'aide, ou l'interruption des versements peut être décidé par la Région à la demande du bénéficiaire lorsque celui-ci ne souhaite pas poursuivre le programme et sollicite la résiliation de la convention.

Les remboursements sont effectués par le bénéficiaire dans le mois qui suit la réception du titre de recette émis par la Région.

#### **ARTICLE 7 – ATTRIBUTION DE JURIDICTION**

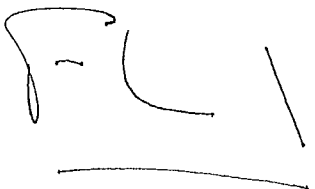
Le tribunal administratif de Strasbourg sera compétent pour connaître de toute contestation relative à l'exécution de la présente convention.

Fait à Strasbourg, le

En deux exemplaires originaux.

**Pour le bénéficiaire,**

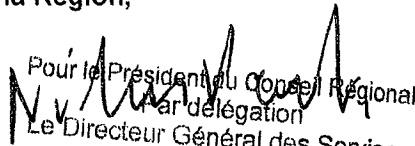
Alain Fontanal,  
Président de la HCAR



**Pour la Région,**

24 SEP. 2018

Pour le Président du Conseil Régional  
par délégation  
Le Directeur Général des Services



Nicolas PERNOT

REÇU EN PREFECTURE  
le 22/10/2018  
Application agréée E-legalite.com